

CONFEDERATION SUISSE

TEXTE
DE
L'ALLOCUTION
DE
MADAME RUTH DREIFUSS
CONSEILLERE FEDERALE

English version included

TROISIEME SESSION DE LA CONFERENCE DES PARTIES
À LA CONVENTION-CADRE SUR LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES
KYOTO, 8 DECEMBRE 1997

8 décembre 1997

Seul l'exposé oral fait foi

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire exécutif,
Chers Collègues,
Mesdames et Messieurs,

Je vous adresse, Monsieur le Président, mes félicitations pour votre élection à la tête de cette assemblée. Je tiens également à vous exprimer la gratitude et l'admiration du Gouvernement suisse pour l'extraordinaire qualité de l'accueil que vous nous avez réservé, et des infrastructures que vous avez mises à notre disposition, qui offrent des conditions idéales de travail pour ces négociations difficiles.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, nous n'avons pas ménagé nos efforts depuis la Conférence de Rio pour tenter de nous entendre sur des politiques et des mesures concrètes. Toutefois, nous nous ne seront pas jugés sur le nombre de nos conférences, mais sur les réductions effectives d'émissions de gaz à effet de serre que nous aurons réalisées.

Or, il faut reconnaître que nous piétinons.

Nous ne pouvons pourtant pas repartir de Kyoto les mains vides. Il en va de notre crédibilité politique et encore davantage de notre responsabilité envers les générations futures.

La situation est grave et les conséquences des changements climatiques seront catastrophiques pour nos enfants et petits-enfants. Nous ne pouvons simplement pas échapper à notre devoir d'agir tout de suite.

Le rôle premier de l'autorité politique, tant sur le plan national que sur la plan multilatéral, consiste à fixer des buts.

Le chemin est encore long, jusqu'à ce que nous remplissions pleinement les obligations de la Convention. Il nous faut donc commencer tout de suite, en fixant ici, à Kyoto, des buts de réduction substantielle des émissions de gaz à effet de serre, et nous ne saurions nous satisfaire d'une simple stabilisation des émissions.

Bien que la Suisse mène de façon constante depuis de nombreuses années une politique d'efficacité énergétique et que son taux d'émissions de gaz carbonique soit relativement bas, elle s'engage à réduire ses émissions, sans craindre de conséquences négatives pour son économie.

Dans cet esprit, le Gouvernement suisse a adopté un projet de loi, actuellement en discussion au Parlement, sur les émissions de gaz carbonique. Ce projet est construit sur cinq éléments essentiels :

- il fixe un but de réduction du CO₂ de 10% en l'an 2010 par rapport à 1990
- il tient compte des politiques et mesures prises dans les secteurs de l'énergie, des transports et de l'agriculture
- il favorise les engagements volontaires et contractuels pris par les milieux économiques
- il nous oblige à faire le bilan en l'an 2004 de ces efforts
- il prévoit l'introduction d'une taxe sur les émissions en cas de non réalisation des buts.

Cette approche permet aux milieux économiques de choisir les mesures les plus efficaces pour atteindre les buts fixés.

Le projet prévoit également les mécanismes de mise en oeuvre conjointe (la Joint Implementation) dès que les critères de fonctionnement de ce mécanisme seront clarifiés.

Monsieur le Président, les transferts de technologies et les flux financiers joueront un rôle de plus en plus important dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

C'est d'ailleurs dans ce domaine que s'est effectué le plus de travail concret depuis la ratification de la Convention. Grâce au Fonds Mondial pour l'Environnement (le GEF) et à ses agences de mise en oeuvre, un grand nombre de projets ont été financés et de

nombreux pays en développement ont pu préparer leur première communication nationale. J'estime que le temps est venu de désigner le GEF comme mécanisme financier permanent de la Convention.

De nouvelles perspectives financières prometteuses s'ouvrent dans le domaine des investissements privés, de la mise en oeuvre conjointe et des certificats. Mais je tiens à affirmer clairement que des engagements d'ordre financier ne doivent pas permettre aux pays industrialisés d'échapper à leurs obligations de réduire leurs propres émissions de gaz à effet de serre.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, cinq ans après Rio, nous devons aller de l'avant et prendre des engagements concrets immédiatement.

La prochaine Conférence des Parties dans une année à Buenos Aires ne doit pas devenir une excuse pour remettre au lendemain ce que nous avons à faire aujourd'hui.

Elle doit par contre clairement signaler que Kyoto ne constitue qu'une étape, et que nous devons immédiatement nous mettre au travail pour renforcer nos politiques et nos engagements en vue de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique du système climatique.

Mr. President
Mr. Executive Secretary
Dear Colleagues
Ladies and Gentlemen

I would like to extend to you, Mr. President, my congratulations for your election to preside over this conference. I would also like to express to you the gratitude of the Swiss Government for the outstanding meeting facilities and the infrastructure that you have put at our disposal. The work environment ensures ideal conditions for these difficult negotiations.

Mr. President, Ladies and Gentlemen, since the Rio Conference, we have been making every effort to agree on concrete policies & measures. However, we will not be judged on the number of conferences that we attend, but rather on the actual reductions in greenhouse gas emissions that we are able to achieve.

Hence, we must admit that we have been stalling.

If we are to maintain our political credibility and assume our responsibility to future generations, we cannot leave Kyoto with empty hands.

The situation is serious and the consequences of climate change would be catastrophic for our children and our grandchildren. We cannot simply avoid the need to act immediately.

The primary role of policymakers, both nationally and at the international level, is to set objectives.

We are still a long way from fulfilling the obligations of the Convention. We must therefore begin immediately here in Kyoto by agreeing on substantial reduction objectives for greenhouse gas emissions. We must not be satisfied with a mere stabilisation of emissions.

Despite the fact that Switzerland has been pursuing energy efficiency policy continuously for many years and that our level of

carbon dioxide emissions is relatively low, we are still committed to reducing our emissions further, and we do not believe that this would necessarily have negative consequences for our economy.

In this spirit, the Swiss Government has approved a draft law on carbon dioxide reductions, which is currently under consideration in Parliament. The draft law consists of five essential elements:

- it contains a CO₂ reduction objective of 10% in 2010 relative to the 1990 level
- it takes into account policies & measures taken in the energy, transport and agriculture sectors
- it gives priority to voluntary and agreed actions taken by the private sector
- it obliges us to evaluate the situation in 2004 as regards these actions
- it foresees the introduction of a tax on emissions, if the objectives are not attained.

This approach enables the private sector to choose the most efficient measures for achieving the fixed objectives.

The draft law also foresees the mechanism of "joint implementation", once the modalities for this instrument are established.

Mr. President, technology transfer and financial flows will play an increasingly important role in reducing greenhouse gas emissions.

It is in this area that the most concrete work has been conducted since the ratification of the Convention. Through the Global Environment Facility and its implementing agencies, a large number of projects have been financed and numerous developing countries have been able to prepare their first national communications. I believe that the time has come to designate the GEF as the permanent financial mechanism of the Convention.

Many new opportunities are opening up the area of private investment, in particular through joint implementation and allowance trading.

But I would like to stress that financial obligations should not allow industrialized countries to circumvent their obligations to reduce greenhouse gas emissions.

Mr. President, Ladies and Gentlemen, five years after Rio, we should move forward and immediately take on concrete commitments.

The next Conference of the Parties a year from now in Buenos Aires cannot be used as an excuse to put off until tomorrow what we have to do today.

Instead, it should signal clearly that Kyoto is just a first step and that we must begin work immediately to strengthen our policies and our efforts to stabilize the concentrations of greenhouse gases in the atmosphere at a level that avoids any anthropogenic interference with the climate system.
